

Unité départementale de Côte d'Or

Dijon, le 07 juin 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/05/2022

Contexte et constats

Publié sur



EDIB

5, Boulevard de Beauregard
Zone Industrielle
21600 LONGVIC

Références : 0005402664/2022-205

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/05/2022 dans l'établissement EDIB implanté 5, Boulevard de Beauregard Zone Industrielle 21600 LONGVIC. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EDIB
- 5, Boulevard de Beauregard Zone Industrielle 21600 LONGVIC
- Code AIOT dans GUN : 0005402664
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED - MTD

L'activité de la société EDIB est le traitement et la valorisation des déchets dangereux. EDIB prend en charge les déchets industriels dangereux, qui en raison de leur composition ou de leurs propriétés, présentent un danger pour la santé humaine ou pour l'environnement. Ce type de déchets subit sur site différents traitements pour en maîtriser la toxicité, confiner les polluants et valoriser la fraction recyclable lorsque c'est possible.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- SGS : Action nationale sous-traitance

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de

l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Organisation, formation	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.1	/	Sans objet
Formation des entreprises extérieures	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sans objet
Formation des entreprises extérieures	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Opérations d'entretien et de maintenance	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Organisation, formation	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.1	/	Sans objet
Formation des entreprises extérieures	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sans objet
Formation des entreprises extérieures	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sans objet
Formation des entreprises extérieures	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sans objet
Opérations d'entretien et de maintenance	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3	/	Sans objet
Opérations d'entretien et de maintenance	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3	/	Sans objet
Opérations d'entretien et de maintenance	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3	/	Sans objet
Opérations d'entretien et de maintenance	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3	/	Sans objet
Gestion des situations d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.5	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection de l'établissement Entreprise Enlèvement Déchet Industriel Et Batiment (EDIB) vise à contrôler la gestion de sous-traitance, notamment à travers le système de gestion de la sécurité (SGS). Il a été constaté que les différentes procédures encadrent la formation du personnel sous-traitant. L'exploitant a encadré la transmission d'informations concernant les risques de son site au personnel sous-traitant. L'encadrement de la sous-traitance et la prévention des risques est satisfaisante. En revanche, il a été constaté que le document SGS a besoin des quelques mises à jour.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Organisation, formation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.1
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Organisation Formation – liste des sous-traitants
Prescription contrôlée : Le personnel des entreprises extérieures travaillant sur le site mais susceptible d'être impliqué dans la prévention et le traitement d'un accident majeur est identifié. Les modalités d'interface avec ce personnel sont explicitées.
Constats : L'exploitant dispose d'une liste de sous-traitants qui interviennent lors des opérations d'entretien et de maintenance des installations. Il s'agit de 46 entreprises. En face de chaque entreprise, l'exploitant a noté le domaine de compétence de la société sous -traitante. La liste peut être modifiée en fonction des besoins de travaux. De plus, une liste de 11 sous-traitant dans le domaine du transport (transport des déchets) a été présenté à l'Inspection. Le taux de reconduction des contrats de sous-traitance est d'environ 80%. Le jour de l'inspection l'entreprise de peinture était présente sur site (Sté Raux Christian).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Organisation, formation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.1
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Organisation Formation – incidents et accidents
Prescription contrôlée : Les fonctions des personnels associés à la prévention et au traitement des accidents majeurs, à tous les niveaux de l'organisation, sont décrites, ainsi que les mesures prises pour sensibiliser à la démarche de progrès continu. Les besoins en matière de formation des personnels associés à la prévention des accidents majeurs sont identifiés. L'organisation de la formation ainsi que la définition et l'adéquation du contenu de cette formation sont explicitées.
Constats : Les entreprises sous-traitantes sont informées sur la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident, ainsi que sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. En effet, l'exploitant transmet aux entreprises sous-traitantes avant le commencement des travaux le Plan de Prévention. Celui-ci est établi en fonction des risques propres au site et liés aux métiers de sous-traitant. Pour ce faire, l'exploitant demande à ses sous-traitants de lui fournir un "Dossier Entreprise" dans lequel le sous-traitant spécifie notamment: <ul style="list-style-type: none">- les coordonnées ;- les certificats d'entreprises (ISO 9001, ISO 14001, MASE) ;- les noms des intervenants ;- les risques associés identifiés par métiers exercés ;- les statistiques de sécurité (nb d'accidents, taux de gravité) ;- la liste des produits chimiques utilisés (nature, quantité , FDS) ;- les certificats, attestations et habilitations des intervenants. De plus, une autorisation de travail est délivrée à chaque intervention par le responsable de l'intervention (définie en fonction de l'endroit de s travaux). La formation des entreprises extérieures est encadrée par le manuel SGS (Gestion de la maintenance des équipements, infrastructure et matériels) révisé en août 2021 sous le Chapitre Gestion des compétences et formation du personnel. Le Plan de prévention et l'Autorisation de travail y sont bien mentionnés. En revanche, les références de certains documents et notamment du "Plan de Prévention " (référéncé dans le manuel sous I115P47 et géré aujourd'hui par un logiciel) ne sont pas mises à jour. Le document "Autorisation de travail" utilisé dans le cadre des interventions sdes entreprises extérieures porte ancien nom de "Bon de travail" dans le SGS . La nomenclature utilisée doit être cohérente. Le contenu du Plan de prévention et de l'Autorisation de travail n'appellent des remarques. Le personnel d'entreprise de peinture interrogé le jour de l'inspection a bien connaissance de la conduite à tenir en cas d'incident/accident.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Formation des entreprises extérieures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2022, PPAM – Formation / documentation - contenu
Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.
Constats : La formation, concernant les risques associés à l'installation, pour les personnels des entreprises extérieures est assurée via le Plan de Prévention. Il est transmis aux chefs d'équipe des entreprises sous-traitantes qui assurent la formation de ses employés (Procédure 29 Communication externe et interne). De plus, selon le SGS, une présentation destinée aux sous-traitants sur notamment les risques, les consignes de sécurités et la conduite à tenir lors d'un accident est présentée lors des réunion préalable à la signature du Plan de Prévention. Il a été constaté que depuis 2 ans, l'exploitant n'organise pas de réunions préalables pour réunir ses sous-traitants mais le SGS n'a pas été modifié. Cette pratique a été arrêté suite à la pandémie COVID. Il convient que l'exploitant justifie les raisons de cet arrêt, propose de mesures compensatoires et mette à jour les documents du SGS avec ses pratiques. L'entreprise de peinture interrogée le jour de l'inspection confirme avoir reçu la formation sur les dangers et les risques présentés par l'installation.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Formation des entreprises extérieures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2022, PPAM- Formation / documentation fréquence et renouvellement
Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.
Constats : Le contenu des formations semblait tout à fait adapté aux risques des installations. Le Plan de Préventions comporte une liste des risques associés à l'installation. Il s'agit notamment de : <ul style="list-style-type: none">• risques circulation ;• risques bruits ;• risques incendie ;• risques explosion ;• risques projections. Grace au "dossier Entreprise" les risques liés aux métiers de sous-traitants y sont ajoutés, comme : <ul style="list-style-type: none">• risques chutes ;• risques proximité de câbles électriques ;
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Formation des entreprises extérieures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2022, PPAM – Formation / documentation fréquence et renouvellement
Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.
Constats : La formation sous forme de Plan de Prévention a lieu toujours avant l'intervention de sous-traitant. Chaque personne intervenant doit avoir connaissance de plan de prévention et du règlement général de sécurité. Avant chaque intervention une autorisation de travail pour maximum une semaine est établie. Elle permet à nouveau de revoir les moyens de protection et d'intervention et les risques inhérents à l'intervention. Les formations sont renouvelées à une fréquence annuelle.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Formation des entreprises extérieures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2022, PPAM – Formation / documentation - traçabilité
Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.
Constats : Le Plan de Prévention pour chaque entreprise sous-traitant est enregistré sous format informatique via le logiciel de gestion et en format papier. Par sondage, le registre de l'entreprise de peinture Sté Raux Christian (présente le jour de l'inspection) et de l'entreprise SAS Emig Industries spécialisée dans la tuyauterie industrielle (présente la semaine précédente l'inspection) a été contrôlé. Il n'appelle pas de remarque. En revanche, il a été constaté que l'Autorisation de travail (SAS Emig) établie pour la période du 25/04/2002 au 29/04/2022 ne reprend pas le numéro du Plan de Prévention (PDP) établi pour cette société. En effet, sur l'Autorisation de travail, tout comme sur le permis feu on retrouve le n° PDP 827. Or le n° de PDP pour cette société pour 2022 est 203 selon la liste fournie par l'exploitant. Il est demandé à l'exploitant de bien coordonner le n° de PDP avec les autres documents qui y sont liés.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Formation des entreprises extérieures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2022, PPAM – Formation / documentation
Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.
Constats : L'exploitant procède à une dizaine d'audits de chantier par an (vérification du respect de Plan de Prévention et de l'Autorisation de travail). Par sondage, 2 audits ont été contrôlés (formulaires I216 P25-00 du 10/02/2022 et I216 P35-00 du 18/03/2022). Si une situation dangereuse est détectée, comme une absence de protections auditives, ou alors un manquement administratif, comme l'Autorisation de travail non datée, la responsable QHSE rédige un rapport à destination des personnes responsables en interne et dans la société sous-traitante.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Opérations d'entretien et de maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation
Prescription contrôlée : Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
Constats : L'exploitant dispose de procédures pour les installations et les équipements dont l'entretien et la maintenance sont sous-traités. Ces procédures définissent clairement les consignes à respecter lors de l'intervention. Les procédures spécifiques sont diffusées aux entreprises extérieures avant l'établissement de l'autorisation de travail. Par sondage certaines procédures ont été vérifiées : <ul style="list-style-type: none">• situation d'urgence et capacité à réagir - "la procédure P34-05 de novembre 20017" destiné à l'ensemble des intervenants extérieurs et intérieurs ;• le protocole de sûreté sur les postes de dépotage - "la procédure A02P32" destiné aux transporteurs. Elles n'appellent pas des remarques. Observation : Les sous-traitants sont des entreprises extérieures. Pour cet item « maîtrise des procédés et d'exploitation », il convient que l'exploitant mette en place des procédures encadrant la gestion des entreprises extérieures (sous-traitants, fournisseurs, intérimaires, etc.).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Opérations d'entretien et de maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation
Prescription contrôlée : Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
Constats : Le permis feu précise les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">• la durée de validité est d'une demie-journée ;• la nature des dangers en fonction de l'intervention est bien spécifiée sur le document ;• les types de matériels qui peuvent être utilisés ainsi que les moyens de protection et de mise en œuvre figurent bien sur le permis ;• une vérification de mise en sécurité de l'endroit d'intervention est réalisée avant le départ de l'entreprise sous-traitante (rangement des outils, et des moyens de protection) ;• l'exploitant procède également à une ronde de surveillance, qui fait partie des consignes d'exploitation. <p>La gestion de travaux à point chaud n'appelle pas de remarque de la part de l'Inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Opérations d'entretien et de maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation
Prescription contrôlée : Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
Constats : L'Autorisation de travail établi pour chaque intervention permet de tracer la fin de travaux. Celle de la société Emig, intervenue en avril 2022, a été contrôlée. Elle n'appelle pas des remarque. L'exploitant trace régulièrement la fin de travaux (signature chaque demi-journée).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Opérations d'entretien et de maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation
Prescription contrôlée : Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
Constats : Avant l'intervention d'une entreprise sous-traitante, l'exploitant vérifie certains documents concernant l'aptitude du personnel à effectuer les tâches spécifiques. Parmi les documents vérifiés il y a : <ul style="list-style-type: none">• les CR1 et CR2 ;• l'habilitation électrique ;• l'aptitude à la conduite en sécurité ;• le CACES ;• la formation prévention de chutes de hauteur. <p>Les documents sont photocopiés et stockés pour chaque société de la liste des sous-traitants. La date de validité des documents précités est notée.</p> <p>Par sondage, l'attestation (Formation sécurité entreprises extérieures niveau 2 – produits chimiques) pour la société Emig, délivrée par FRANCE CHIMIE a été contrôlée. L'attestation en question est valable jusqu'à 2024.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Opérations d'entretien et de maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation - MMR
Prescription contrôlée : Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
Constats : L'exploitant n'a pas de procédures spécifiques pour les interventions sur les MMR (Système de Sécurité Incendie et notamment les groupes diesel et détecteurs de fumée). L'exploitant a identifié deux entreprises qui réalisent l'entretien de MMR sur son site. Il s'agit de GEMECA (PDP 182 entretien du moteur diesel et système incendie) et Virelec (PDP 216, Réparation, maintenance et installation de détecteurs de gaz) .
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Gestion des situations d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.5
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédures d'urgence - procédures d'urgences
Prescription contrôlée : En cohérence avec les procédures du point 2 (Identification et évaluation des risques d'accidents majeurs) et du point 3 (Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation), des procédures sont mises en œuvre pour la gestion des situations d'urgence. Leur articulation avec les plans d'opération interne prévus à l'article L. 515-41 du code de l'environnement est assurée. Ces procédures font l'objet : <ul style="list-style-type: none">• d'une formation spécifique dispensée à l'ensemble du personnel concerné travaillant dans l'établissement, y compris le personnel d'entreprises extérieures appelé à intervenir momentanément dans l'établissement ;• de tests de mise en œuvre sous forme d'exercice, et, si nécessaire, d'aménagements.
Constats : Les sous-traitants sont intégrés dans la maîtrise des procédures d'urgence via le Plan de Prévention. Les exercices POI ne sont pas organisés de façon spécifique en phase travaux, mais l'exploitant intègre tout le personnel présent sur site dans les exercices d'évacuation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet